

Document N°158

Du **Baron Albéric GRENIER**, Envoyé
Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de
Belgique à monsieur Amalio **GIMENO** y Cabañas,
Ministre d'Etat.

Madrid, 23 novembre 1916

NOTE SIGNEE N°238

Par un télégramme en date d'aujourd'hui, mon Gouvernement me fait savoir que la situation en Belgique devient de jour en jour plus affreuse. Les rafles de Belges valides s'étendent à tout le pays. Si on ne les fait pas encore travailler en Allemagne dans les usines de guerre, on en envoie dans la France occupée, construire des réseaux de tranchées et un chemin de fer stratégique Lille-Aulnoye-Givet. Les allemands se vantent de déporter bientôt 350.000 hommes. Les réquisitions de matériel se poursuivent dans les usines belges avec le dessein avoué d'empêcher, après la paix, une reprise de travail, de supprimer un concurrent et de ruiner le pays. Les machines qui peuvent servir sont emportées, les autres vendues au poids du fer. Le Gouverneur Général prétend, dans des déclarations faites au reporter du "**New York Times**" (**Note** : lisible en Belgique, le 15 novembre 1916), que ces déportations en masse s'effectuent sans incidents, que des belges même sont partis joyeusement. En réalité ils subissent à la fois le supplice des tortures morales et celui des souffrances physiques avec tout l'opprobre de

l'esclavage. Le Gouvernement allemand essaye de s'excuser par la nécessité de combattre le chômage alors qu'il l'a lui même organisé, en défendant aux Communes d'employer les chômeurs sans son autorisation, en empêchant, comme dans le Luxembourg, de les utiliser à des travaux publics, en interdisant la mise en exploitation des charbonnages du Limbourg.

La Belgique est livrée aux violences de l'autorité militaire, l'autorité civile approuve et laisse faire.

En communiquant ce qui précède à Votre Excellence je suis chargé d'insister auprès d'elle pour que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Espagne veuille bien inviter le Gouvernement allemand à réfléchir aux conséquences des crimes de lèse-humanité qui se commettent en son nom. L'Allemagne avant d'être forcée à abandonner la Belgique veut la laisser à l'état de cadavre, mais en s'acharnant ainsi à la torturer elle se met au ban des nations et au lieu d'imposer la paix à ses adversaires par la terreur, elle ne fait que soulever contre elle le monde civilisé.

Source : Nuño Aguirre de Cárcer (editor) ; ***La neutralidad de España durante la Primera Guerra Mundial (1914-1918), I. Bélgica*** ; Madrid, Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación. Centro de Publicaciones ; 1995, (XXXIX-426 p. ; ***Biblioteca diplomática española***,

Sección Fuentes, N°3) pp. 201-202 (**en français** dans l'édition espagnole).

Travail réalisé grâce à la collaboration de María Begona Ibáñez Ortega, Josefina Meseguer et Fernando Reigosa.

Notes de Bernard Goorden.

L'interview accordée par von Bissing à un correspondant du **New York Times** figure dans **La Belgique** sous le titre « *La question des chômeurs* ». Le fac-similé est reproduit notamment dans le **Journal de guerre** (*Notes d'un Bruxellois pendant l'Occupation 1914-1918*) de Paul MAX, cousin du bourgmestre, du 15 novembre 1916 :

<http://www.idesetautres.be/upload/19161115%20PAUL%20MAX%20JOURNAL%20DE%20GUERRE.pdf>

La transcription en figure dans le chapitre 24 (de 1916 : « *Les déportations* ») des mémoires de Brand Whitlock :

<http://www.idesetautres.be/upload/BRAND%20WHITLOCK%20BELGIQUE%20OCCUPATION%20ALLEMANDE%201916%20CHAPITRE%2024.pdf>